



LA REVUE DES LIVRES

Chronique bibliographique sous la responsabilité de Daniel C. Bach avec la collaboration de Michel Cahen, Daniel Compagnon, François Constantin, Dominique Darbon, Alice Landau, Einas Ahmed Mahmoud Ahmed, Sophie Massey-Pollack, Patrick J. Quantin, Comi M. Toulabor.

BOURGI (Albert), CASTERAN (Christian). — **Le printemps de l'Afrique.** — Paris, Hachette, 186 p. Bibliogr. (coll. Pluriel).

Le bilan des systèmes monolithiques africains qui sont en train de s'effondrer sous la pression des revendications démocratiques est dressé en six tableaux : le réveil, le parti, l'oppression, le tuteur, l'échec et l'horizon. Un bilan lucide et honnête qui embrasse aussi bien les « pays du champ » que les « pays hors-champ » et où n'est pas épargnée la politique de coopération de la France qui a fait de la défense des régimes autoritaires et corrompus africains sa religion. Les auteurs se montrent optimistes quant aux nouvelles perspectives politiques qui se dessinent en Afrique. On peut ne pas partager leur optimisme. Deux annexes sont fournies, portant l'une sur un document confidentiel mis au point par le ministère français des Affaires étrangères avant le Sommet de La Baule en juin 1990 (et qui élabore des « Scénarios de crise » pour trente-deux pays africains), l'autre sur les extraits les plus significatifs du « rapport Hessel » sur la coopération qui a été enterré aussitôt paru. [C.M.T.]

ANGULU (Ed.) — **Adieu Mobutu.** Préf. de René Dumont. — Genève, DS Edition SA, 1991, 190 p. Annexes. Diffusion Karthala.

Mobutu a pris le pouvoir dans le sang et l'a perpétué dans le sang. Le massacre des étudiants sur le campus universitaire de Lubumbashi en mai 1990 s'inscrit dans la logique de ce pouvoir marqué dès son origine par l'assassinat de Patrice Lumumba. Le bilan du mobutisme est terrifiant : ruine totale d'un pays, pourtant aux énormes potentialités, géré à des fins personnelles, culte délirant de la personnalité, corruption et répression généralisées érigées en méthode de gouvernement. Face aux poussées des revendications démocratiques, la dictature mobutiste est contrainte de lâcher du lest en acceptant le multipartisme intégral non sans recourir à d'ultimes manœuvres dilatoires. En faisant dépendre l'avenir démocratique zaïrois du seul départ du dictateur, l'auteur reste un peu superficiel dans ses conclusions. [C.M.T.]

CABEDOCHÉ (Bertrand) — **Les chrétiens et le Tiers monde. Une fidé-**

lit critique. Préf. de Hervé Bourges. — Paris, Karthala, 1990, 262 p. (coll. Economie et développement).

L'auteur rappelle les différents positionnements des catholiques de France face aux problèmes du Tiers monde à travers une lecture diachronique du magazine *Croissance des jeunes nations* (CJN). Créé en mai 1961, celui-ci se veut porteur d'un projet de société intermédiaire entre le modèle libéral et le modèle collectiviste, qui constituerait « la troisième voie ».

Durant ses années de jeunesse (1961-1968), la revue a véhiculé des représentations sur le Tiers monde marquées par l'idéologie dominante : regard positif sur la colonisation, Algérie française, maintien de la dépendance dans les colonies, un État fort s'appuyant sur un système de parti unique, etc.

A partir de 1968, sous l'influence de la pensée marxiste (Marx, Rosa Luxemburg, Gramsci, Marcuse, etc.) et d'auteurs comme Paul Baran, Charles Bettelheim, Guy de Bosschère et François Perroux, CJN corrige son regard sur le Tiers monde par une approche plus critique du colonialisme. Progressivement, la revue radicalise ses positions et adopte la Théologie de la libération après avoir été tentée par la non-violence. On appelle les chrétiens à s'engager « dans l'action collective pour la libération des hommes et le développement, y compris par la violence, la forme actuelle de la Charité » (p. 96). Ce faisant, CJN pensait être fidèle à la pensée de l'encyclique *Populorum Progressio* de Paul VI. Étonné par ces hardieses, la revue revient à ses positions « chrétiennes » sur la non-violence, le pardon, la réconciliation et réclame de ne réserver l'action violente que pour des cas exceptionnels. CJN en vient à reconnaître la responsabilité de la colonisation dans l'enlèvement du Tiers monde que pérennise le pacte colonial, notamment à travers l'échange inégal.

Pour CJN, la promotion du développement passe par la réhabilitation des luttes des classes en Afrique et dans le Tiers monde en général. Il faut susciter une bourgeoisie d'entrepreneurs

nécessaire au développement et mettre l'accent sur le rôle progressiste de la paysannerie dans le Tiers monde, comme le lui ont reconnu Mao, Fanon, Castro, Sartre, pour qui les véritables prolétaires sont les paysans. Sans que ce soit dit explicitement, ceux-ci constituent le moteur de la troisième voie prônée par la revue. Mais lorsque CJN appelle au « dynamitage » (p. 88) des cultures « archaïques » (pp. 61-66) comme freins au développement dans le Tiers monde, on ne sait plus exactement où l'on en est.

B. Cabedoche expose la lutte, faite de prises de positions sinueuses et contradictoires, mais toujours en évolution, des catholiques de France en faveur du Tiers monde. Il ne se donne pas la peine de les discuter, et cela est dommage. Certes, il a abattu un travail énorme de dépouillement, mais cela ne le dispense pas d'un esprit critique. Entre les chrétiens et le Tiers monde, il existe « une fidélité critique ». Mais on souhaiterait avoir la critique de cette « fidélité critique ». A moins qu'elle ne soit exprimée sur la couverture de l'ouvrage par le petit dessin plein de l'humour plantureux de Plantu. Dites-moi : que signifie en fait le Tiers monde ? Ne faudra-t-il pas un jour en finir avec ce concept saugrenu ? [C.M.T.]

DE LANCEY (Mark W.) et alii — **Somalia.** — Oxford, Santa Barbara, Denver, Clio Press, 1988, XXVIII-191 p. (World Bibliographical Series, 92).

SCHRAEDER (Peter J.) — **Djibouti.** — Oxford, Santa Barbara, Denver, Clio Press, 1991, XXXIX-239 p. (World Bibliographical Series, 118).

Ces deux ouvrages constituent indéniablement des contributions appréciables à l'étude de deux pays jusqu'à présent plutôt négligés dans la littérature consacrée à l'Afrique, notamment en comparaison de l'Éthiopie voisine. On y retrouve les qualités de la collection des *World Bibliographical Series* (présen-

tation aérée, notices détaillées pour chaque document, références précises en particulier pour les périodiques et triple index final : auteurs, titres, matières), mais aussi ses limites, dont le trop faible nombre de références citées et le caractère artificiellement multidisciplinaire : ainsi, il est douteux que les quelques entrées relevant de la climatologie, médecine, biologie ou géologie rendent crédibles ces bibliographies comme instruments scientifiques aux yeux des spécialistes concernés. Il eût mieux valu s'en tenir au domaine suffisamment large des sciences sociales et humanités.

La première de ces bibliographies a peut-être souffert de la pléthore d'auteurs qui y ont apporté leur contribution. Sa brièveté n'est certainement pas justifiable par l'état de la littérature disponible ; aussi ne faut-il pas s'étonner des lacunes flagrantes qu'il est possible d'y relever. Si le récit de voyage de Ch. Guillaïn est bien cité, ceux de G. Révoil ou des nombreux explorateurs italiens sont ignorés. D'une façon générale, les sources en langue italienne sont réduites à la portion congrue. L'absence de toute référence à l'œuvre anthropologique et historique de E. Cerulli, à la somme de l'historien A. Del Boca ou aux travaux de P. Battista apparaît particulièrement choquante, s'agissant d'un pays dont une bonne partie fut colonisée par l'Italie. En ce qui concerne les sources en français, une mention de *l'Histoire sommaire de la Corne Orientale de l'Afrique* de J. Dorese eût été la bienvenue. Quant aux thèses de doctorat, il eût fallu choisir le parti de les citer toutes ou de n'en citer aucune et ne pas écarter par exemple celle de A. Ismaïl Samatar, ni oublier celle de V. Luling... Si l'on ajoute un doublon (items 67 et 389), des renvois omis, la confusion entre deux auteurs qui induit un commentaire erroné (item 142 : H. Spencer Lewis et non I. Myrdin Lewis) et une introduction bâclée, l'ensemble n'apparaît pas très sérieux. Il eût été préférable, sur un plan scientifique, de réaliser une mise à jour de l'excellent travail de M. Khalief Salad, publié en 1977.

Heureusement, le second ouvrage, consacré à Djibouti, contraste par sa

qualité : les notes descriptives sont plus détaillées et plus fidèles au contenu des documents, les références en français abondent légitimement et l'introduction constitue un véritable petit essai, où P. Schraeder manifeste sa connaissance du pays. Tout au plus peut-on regretter un découpage arbitraire et surprenant des rubriques, notamment l'absence d'un chapitre « anthropologie », dont les références sont éclatées entre les thèmes « migration et réfugiés » d'une part et « ethnicité et population » d'autre part, sans que la pertinence de ce découpage apparaisse d'emblée. Néanmoins, cette bibliographie s'avère un guide précieux pour qui aborde pour la première fois l'étude de la République de Djibouti. [D.C.]

DEVEAU (Jean-Michel) — **La traite rochelaise.** — Paris, Karthala, 1990, 334 p.

Au XVIII^e siècle, le port de La Rochelle se spécialise dans le commerce triangulaire dont la principale caractéristique consiste à transporter des esclaves achetés sur les côtes d'Afrique vers les plantations des Antilles où cette main-d'œuvre servile est achetée à prix fort. Grâce à un dépouillement systématique des archives locales, J.-M. Deveau construit une solide monographie qui a le mérite de restituer dans le détail l'univers pratique des négriers en portant en particulier un éclairage intense sur les dimensions économiques, sociales et techniques d'une telle entreprise. Il contribue ainsi à une meilleure connaissance de cette phase intermédiaire dans le processus esclavagiste qui relie la capture à l'exploitation de la force de travail. Certes, et on ne saurait lui en tenir rigueur, son analyse de la traite rochelaise ne permet pas une analyse complète du processus. Les esclaves surgissent sur les rives océanes un peu comme par enchantement ; les navires devant attendre parfois plusieurs mois avant de faire affaire, se livrant à un cabotage hasardeux depuis le Sénégal jusqu'en Angola (parfois même au

Mozambique) pour remplir les cales de quelques centaines de captifs. Ce qui se passe à terre, dans les profondeurs du continent, échappe au journal de bord des capitaines tout autant d'ailleurs que l'utilisation de la « marchandise » qu'ils vont livrer aux planteurs.

Même si certains documents contiennent des notations importantes sur l'attitude des Africains face à la captivité (le chapitre consacré à la résistance à l'ordre négrier est de ce point de vue remarquable), l'ensemble de l'étude informe surtout le lecteur sur les mécanismes du négoce rochelais au XVIII^e siècle. Tel est d'ailleurs le projet de l'auteur qui se situe dans la lignée des grandes études effectuées sur les ports au siècle des lumières : celles de P. Butel pour Bordeaux ou de J. Meyer pour Nantes, par exemple. Toutefois, et même en acceptant la limitation au versant européen, on regrettera parfois que l'auteur, qui surmonte avec aisance les arcanes du négoce ou de la construction navale, se soit contenté de semer çà et là quelques données qui sont autant d'énigmes du point de vue d'une histoire des mentalités. Certes, il pose la question : les armateurs sont-ils esclavagistes ? Mais il ne donne point de réponse. Ces armateurs sont majoritairement protestants, on voit des capitaines emporter avec eux les œuvres de J.-J. Rousseau et même un de ces armateurs adhérer à la *Société des amis des Noirs*... Le lecteur aimerait en savoir plus. [P.J.Q.]

Dans ces romans autobiographiques, l'école est perçue par les héros, qui sont en même temps les auteurs, comme un facteur d'aliénation culturelle génératrice de troubles psychologiques, de crises et de conflits de tous ordres. Tel est l'apport du romancier africain au débat sur la question scolaire, nous dit Samba Gadjigo qui se garde bien d'apporter sa propre critique sur ces auteurs-héros. Un constat bien maigre que l'on trouve déjà dans la littérature romanesque d'Afrique francophone. Celle-ci reste cependant muette sur la stratégie à adopter pour « noircir » un peu cette école « blanche ». Mais ce débat, aussi vieux que l'école coloniale elle-même, intéresse-t-il vraiment la masse africaine et surtout ses intellectuels qui ont d'ores et déjà choisi « l'école blanche ». Il me semble qu'il faut arrêter maintenant de considérer l'école comme un lieu d'aliénation et de mort de l'Africain, surtout que ceux qui tiennent ce type de discours sont les premiers à vouloir conserver l'école dans toute sa blancheur — d'autant qu'elle constitue de cette manière le lieu d'extraction de tous les attributs de la promotion sociale. L'Africain, intellectuel ou non, a certainement ses raisons de ne rien changer à l'école blanche en trente ans d'indépendance. Alors pourquoi faut-il pousser à ces révoltes stériles et verser ces larmes de crocodile sur « l'école des Blancs » que nul ne veut voir enterrée en Afrique ! [C.M.T.]

GADJIGO (Samba) — *École blanche, Afrique noire*. — Paris, L'Harmattan, 1991, 147 p. Bibliogr.

Dictionnaire du cinéma africain. Tome 1. — Paris, Karthala, 1991, 338 p.

L'école est restée blanche dans une Afrique noire. C'est le constat amer qui ressort du discours romanesque sur l'école en Afrique francophone à partir de la lecture de quatre classiques tels que *L'Enfant noir* du Guinéen Camara Laye, *L'Aventure ambiguë* du Sénégalais Cheick Hamidou Kane, *Climbié* de l'Ivoirien Bernard Dadié et *Mission terminée* du Camerounais Mongo Béti.

Élaboré par l'Association des Trois Mondes en collaboration avec le ministère français de la Coopération et du Développement, cet ouvrage de référence recense la production cinématographique de trente-six pays francophones et lusophones du Sud. Chaque pays constitue une rubrique contenant les adresses des organismes professionnels nationaux, un index alphabétique de 400 réalisateurs avec leur notice biogra-

phique, une liste chronologique commentée de films et un aperçu sur l'état de leur distribution dans le Nord. Un index alphabétique des réalisateurs complète le tout. Ce dictionnaire fait apparaître que documentaires, courts et moyens métrages sont beaucoup plus nombreux que les longs métrages qui sont l'apanage de quelques pays comme le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal. L'ouvrage est bien fait et sa consultation facile. On attend le second tome en préparation sur les pays arabes et anglophones. [C.M.T.]

Dossiers secrets de l'Afrique contemporaine. Tome 3. — Paris, J.A. Livres, 1991, 185 p. Photogr. (coll. Actuel).

Après « de longues et minutieuses enquêtes », on veut éclairer nos lanternes sur l'assassinat du Camerounais Félix Moumié et du Kenyan Tom Mboya, sur l'accession au pouvoir du Zaïrois Mobutu et de l'Éthiopien Mengistu, sur le complot de l'Ivoirien Mockey, la chute du Malien Modibo Kéita, les mystères entourant le cercueil du Guinéen Sékou Touré et la coopération nucléaire entre Pretoria et Tel-Aviv ainsi que le coup de Bob Dénard aux Comores. Il faut dire que derrière le titre attrape-gogos qui rapporte gros, ces « dossiers secrets » livrent très peu de secrets que le lecteur averti ne sait déjà. Mais *Jeune Afrique livres* aura réussi son pari, qui consiste à mettre à la portée des Africains ordinaires de la « haute culture » qui pèse aussi lourd que leurs bourses. Il faut avoir un esprit de synthèse incroyable pour oser présenter en si peu de pages ces neufs dossiers si controversés. [C.M.T.]

PYCROFT (Christopher) et MUNSLOW (Barry) — **Southern Africa : Annual Review 1987/88. Volume 1 : Country Reviews Volume 2 : Regional Review.** — Londres-Munich-New York, Hans Zell Publishers, 1990, XVI

404 p. et XX 461 p., publié pour le Centre of African Studies, University of Liverpool, coll. de Mark Adams.

Hans Zell est un éditeur sérieux qui a dû mûrement penser la publication de ces deux gros volumes (901 pages au total et prix en conséquence), de surcroît appelés à être renouvelés puisqu'il s'agit d'un annuaire. Les auteurs ont travaillé sur la base de la *Southern African Computerised Data Texte* (SACDT) de Liverpool qu'ils ont constituée à partir de 1985, y adjoignant le fonds de la revue anglo-hollandaise *Facts and Reports*. Il s'agit d'un recueil de milliers d'articles de la presse quotidienne et hebdomadaire principalement (parfois mensuelle ou bimestrielle) relatifs à l'Afrique australe. Le premier volume passe en revue les divers pays, chaque partie étant divisée en un chapitre politique et un chapitre économique (sauf pour l'Afrique du Sud où la politique noire a été évidemment séparée de la blanche). Le deuxième volume aborde les problèmes de la région australe en trois sections : intégration, confrontation et négociations régionales. Les articles sont (presque toujours) classés chronologiquement, quelles que soient leurs origines.

Trois critiques doivent être faites, dont deux relèvent de défauts importants. La première concerne le fond : le plan choisi révèle une orientation contestable qui a compliqué le travail des auteurs. On ne comprend pas du tout pourquoi la cinquième partie du deuxième volume n'a pas été fusionnée avec les deux premiers chapitres de la première partie du premier volume. Il s'agit exactement des mêmes thèmes et les auteurs s'y sont trompés puisque certains articles sont par erreur reproduits deux fois (par exemple « *Black Police Were Spies for the ANC* », « *Tambo Defends Use of Violence* », « *Attack Injures Police* », « *Yes, We Talked to Inkatha, Say ANC* »...). Est-ce la volonté de montrer que les problèmes internes de l'Afrique du Sud sont avant tout des problèmes régionaux — ce qui est en partie, mais en partie seulement, vrai ? Cela mène à une vision mani-

chéenne : les malheurs des pays voisins n'ont que des causes externes, à savoir l'*apartheid*. Ainsi la rébellion mozambicaine (RENAMO) n'est pas classée dans le chapitre relatif à la situation interne du Mozambique, mais dans le conflit régional. Même chose pour l'UNITA angolaise (loin de moi, bien sûr l'idée, d'en nier les importants aspects régionaux). Une fois de plus les auteurs se sont eux-mêmes embrouillés et reproduisent à nouveau certains articles deux fois. Les guerres civiles sont explicitement réduites au rang de « *South African backed banditry* ». Même chose sur le plan économique : la SADCC est caractérisée comme relevant des « *Southern African initiatives* » — et notamment les grands travaux de la réhabilitation du couloir de Beira ouvrant au Zimbabwe une route alternative vers l'océan. Mais les réhabilitations du port de Maputo et du barrage de Cahora-Bassa sont classées comme « *South Africa's regional economic initiatives* ». Sans sous estimer l'évident poids sud-africain dans ces projets, les opposer aux précédents est faux. L'Afrique du Sud soutient la réhabilitation du couloir de Beira, et celle du port de Maputo, qu'elle paye effectivement, fait partie intégrante des projets de la ...SADCC ! Concernant le barrage de Cahora-Bassa, il ne faudrait pas non plus ignorer la capacité de décision mozambicaine : c'est bien le FRELIMO qui a décidé de continuer de fournir l'électricité à l'Afrique du Sud (alors que la capitale Maputo importe son électricité de ce même pays !), pendant que la rébellion « pro-sud-africaine » de la RENAMO faisait sauter 950 pylônes ! Nulle part ne transparait un fait majeur, car dans leur bonne conscience tiers mondiste les auteurs sont restés fidèles aux concepts officiels de la « ligne de front » : l'Afrique du Sud soutient la SADCC, car elle sait parfaitement que la coopération régionale des pays riverains est nécessaire à leur survie économique et à la captation d'énormes capitaux occidentaux en ces temps de sanctions ; elle sait que bientôt c'est toute la SADCC qui basculera dans la Constellation des États d'Afrique australe qu'elle n'a de cesse de construire au profit, non de l'*apar-*

theid, mais de son capitalisme national. En revanche, pourquoi avoir passé sous silence la coopération discrète mais maintenue, des diamantaires sud-africains (munis de passeports britanniques) avec l'Angola « marxiste » ?

La deuxième critique concerne à la fois la forme et le fond. Les auteurs sont on ne peut plus fidèles à l'écœurable défaut anglais selon lequel rien de ce qui se fait dans une langue autre que la leur n'a de valeur ! Oh ! ce n'est ni volontaire ni même conscient. Simple-ment, nulle part ils n'ont cru bon de justifier pourquoi ils n'ont recueilli que des articles anglais et anglophones. Personne ne se serait étonné que ces derniers soient majoritaires. Mais l'exclusivité est inadmissible : 39 % des sources viennent d'Angleterre, 25 % d'Afrique du Sud (mais exclusivement anglophones), 20 % des autres pays riverains anglophones, 3 % des États-Unis. Aucun journal afrikaner ou mozambicain/angolais de langue portugaise n'est dépouillé (et ne semble présent dans la SACDT). Seules les revues de langue anglaise du Mozambique, écrites pour le public anglophone étranger, sont citées. A une exception près, aucune source ne vient de la RENAMO ou de l'UNITA. Pour l'Europe, c'est pire ! Les deux seules publications « françaises » citées sont la version anglaise de la *Lettre de l'océan Indien* et le... *Herald Tribune* américain imprimé à Paris (ajoutons une dépêche du bulletin anglais de l'AFP) !

Il est quand même un peu fort de café de ne jamais citer *Le Monde*, *Le Monde diplomatique*, *Marchés tropicaux*, *L'Afrique du Sud en direct* (du Mouvement anti-apartheid) ou la revue de presse du PCF (utile pour les sources soviétiques) *Résistances anti-apartheid*. Aucun journal portugais n'a été dépouillé bien que la presse de ce pays aborde régulièrement non seulement l'Angola et le Mozambique mais toute l'Afrique australe du fait des communautés portugaises importantes d'Afrique du Sud, de Namibie, du Zimbabwe et du Zaïre (citons principalement l'*Expresso*, *Africa*, *InformAfrica confidential*). Il était indispensable de dépouiller l'*Osservatore Romano* qui publie régulièrement les

positions des Églises catholiques d'Afrique australe. Bien entendu, aucune source d'URSS ou de Cuba, pays qui, comme chacun sait, ne se sont jamais intéressés à cette région. D'ailleurs, s'il y a un chapitre sur la « *Western Aid and Diplomacy* », aucun chapitre n'est consacré aux liens avec les pays de l'Est ! A quoi sert une base de données qui, ayant vocation à être exhaustive, commet au départ l'erreur méthodologique injustifiable scientifiquement de ne traiter que la presse anglaise (pas même anglophone : les États-Unis sont presque absents, le Canada totalement ignoré). Comment B. Munslow, bon connaisseur de l'Afrique portugaise, peut-il accepter cela ? Faut-il rappeler qu'à côté de l'Anglais subsistent encore quelques petits dialectes tribaux résiduels ?

La troisième critique concerne la forme : voici un épais recueil de centaines et centaines d'articles de presse. Aucune table des matières détaillée, aucun index d'auteurs, chronologique, de revues, de mots-clefs thématiques ou géographiques ! Les auteurs renvoient, en introduction, à l'usage de la SACDT où le maniement de mots-clefs est évidemment possible. Dans ce cas, leur livre est inutile. Mais ils précisent qu'il s'adresse à ceux qui ne peuvent avoir accès à leur outil informatique. Dans ce cas, des index sont un impératif absolu.

Le plus ennuyeux, c'est que de tels recueils sont destinés à être de durables ouvrages de références au service des lecteurs des bibliothèques universitaires. Souhaitons que la critique vitriolique que je me suis permise serve à corriger dans les prochaines éditions les importantes failles mentionnées. [M.C.]

SALL (Babacar) — **Poésie du Sénégal.** — Paris, Silex éditions, ACCT, 1988, 195 p.

Il s'agit ici, comme l'explique l'anthologiste, de la poésie d'expression française. B. Sall évoque dans son avant-propos « l'abondante poésie portée par les langues du terroir » mais il soulève là un problème d'une autre importance :

s'agirait-il d'une poésie « traditionnelle » ou d'une poésie à l'occidentale en langue vernaculaire ? 24 poètes, dont B. Sall (voir par ailleurs son recueil **Les voix de l'aube**, Silex éditions, 1985) se retrouvent dans cette anthologie. Le classement alphabétique ne rend pas justice à l'évolution de cette poésie. Les anciens comme B. Diop, L.S. Senghor ou O. Socé Diop cotoient ceux nés 30 ou 40 ans plus tard au cours des années 1950.

Cette poésie, pour autant qu'elle reflète un genre épique, hiératique ou lyrique, est très communicative. La politique s'infiltré de temps à autre comme chez feu D. Diop ou bien entendu chez le journaliste I. Signaté. Il est certain qu'il faut lire en dernier un certain L.S. Senghor. Le poète-président avait trouvé depuis longtemps un ton juste. Reste à savoir si les autres poètes se contentent de l'imiter, de le contester ou de l'oublier. Cette anthologie ne nous permet pas de répondre à cette question mais elle a le mérite et l'utilité de nous rappeler que le génie de Senghor ne fut jamais solitaire, même en poésie. [J.C.]

WATSON (R.L.) — **The Slave Question. Liberty and Property in South Africa.** — Wesleyan University Press, University Press of New England, 1990.

La négligence de l'esclavage comme thème de recherche a fait oublier que la source de l'antagonisme racial n'a pas pour seule origine le problème de la « frontière » en Afrique du Sud. M. Legassick affirme que « *le modèle de développement des relations raciales établies au XVIII^e doit être considéré en fonction des colons du Cap, de leur héritage européen et des exigences auxquelles ils ont dû faire face* ».

Le livre de R.L. Watson analyse à ce titre les attitudes et les comportements de la colonie du Cap depuis la fin du XVIII^e jusqu'à l'abolition définitive de l'esclavage en 1834. En s'attachant à la description détaillée de l'activité anti-esclavagiste, l'auteur montre

que l'échec de leur mouvement a été un facteur important pour l'Afrique du Sud dans le développement de l'histoire des relations raciales et de ses contradictions.

Il démontre l'origine de cet échec : le conflit que le libéralisme du XIX^e n'a pu résoudre entre deux idéaux, celui de la liberté humaine et celui du droit de propriété. Le dilemme étant le suivant : comment mettre fin à l'esclavage tout en protégeant le droit de propriété ? Considéré comme un bien à part entière, l'esclave n'a pas droit à la liberté. Lord Somerset déclare : « (les esclaves) ...sont la seule propriété de valeur dans cette colonie ; la terre n'est rien en comparaison ».

Il n'y a pas eu parmi les colons un mouvement qui rejetait l'idée de propriété humaine et réclamait en même temps l'émancipation immédiate et sans compensation des esclaves. Ni la Société philanthropique, ni les Églises n'ont pu élaborer de véritable politique abolitionniste.

Seules l'amélioration du traitement et des conditions matérielles de l'esclavage (accès à la justice...) ainsi que l'émancipation des esclaves détenus par le gouvernement Britannique, ont constitué la politique coloniale anti-esclavagiste. L'auteur trace le portrait de quelques-uns des hommes qui ont marqué le mouvement : T. Pringle, J. Phi-

lip, Fairbairn, le journal *De Zuid Afrikaan*, porte-parole des intérêts hollandais, quelques pamphlétaires (Miller)... Cette incapacité à construire une idéologie des Droits de l'homme et un courant logique abolitionniste, constitue pour l'auteur un handicap pour ceux qui luttent contre l'oppression raciale en Afrique du Sud contemporaine.

S'interrogeant sur le parallèle entre les sociétés américaine et sud-africaine, R.L. Watson constate la forte tradition anti-esclavagiste aux États-Unis. Tandis que l'Afrique du Sud repliée sur elle-même, soucieuse de sa sécurité économique et frontalière, voit en 1834 l'« hégémonie » du droit de propriété s'épanouir au détriment de la liberté humaine. Des compensations ayant été accordées par la Couronne britannique, c'est finalement l'éclatement du conflit ethnique entre Britanniques et Hollandais qui l'emportera sur la « question de l'esclavage ». Aux États-Unis, c'est ce fort courant abolitionniste qui permet, selon R.L. Watson, de dénoncer le système de l'apartheid aujourd'hui. Si ce dernier point reste à débattre, l'argumentation générale de l'auteur est convaincante et ouvre une nouvelle brèche dans l'histoire des relations raciales en Afrique du Sud, déjà amorcée par George M. Fredrickson dans *White Supremacy*. [S.M.P.]

OUVRAGES REÇUS

TRIBILLON (Jean-François) — **L'Urbanisme**. — Paris, La Découverte, 1991, 128 p. (Repères).

Democracy and development — **Review of African Political Economy**. — n° 49, 1990, 128 p.

PALSSON (Gisli), ed. — **From Water to Worldmaking**. — Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1990, 207 p.

Routes malgaches : les carnets de l'exotisme, n° 2-3, 1990 — Poitiers ; Le Torii editions, 72 p.

DOUMOU (Abdelali) dir. — **L'État marocain dans la durée (1850-1985)**. — Rabat, Dakar, Paris/Edino, Codesria, Publisud, 1987, 172 p.

JEMAI (Hedi) ed. — **Population et développement en Afrique** — Dakar, Codesria, 1987, 391 p.

Rétrospectives et cheminements — **Pratiques sociales et travail en milieu urbain, les cahiers**, 15, 1991, 125 p.

L'approche bibliographique, processus d'insertion urbaine et travail. **Pratiques sociales et travail en milieu urbain, les cahiers**, 14, 1991, 142 p.

DIAS (J.P.F.) — **Le panafricanisme et l'organisation de l'unité africaine : synthèse historique et bibliographique**, 2^e éd. — Genève, J. Dias, 1990, 205 p.

BERGERET (Anne), RIBOT (Jesse C) — **L'arbre nourricier en pays sahélien** — Paris, Maison des sciences de l'homme, 1990, 239 p.

FAYE (Bernard) — **Éleveurs d'Éthiopie**. — Paris, Karthala, 1990, 200 p. (Économie et développement).

The African Social Situation : Crucial Issues Facing Contemporary Africa. — Tripoli, African Centre for Applied Research and Training in Social Development (ACARTSOD), 1990, 221 p. (Monograph series, African Social Challenges, 2).

BOURENANE (Naceur), MKANDAWIRE (Thandika) — **The State and Agriculture in Africa**. — London, CODESRIA, 1987, 385 p.

DWYER (Kevin) — **Arab Voices : The Human Rights Debate in the Middle East**. — London, New York : Routledge, 1991, 245 p.

AL-AHNAF (Mustafa), BOTTIVEAU (Bernard), FREGOSI Franck — **L'Algérie par ses islamistes**. — Paris, Karthala, 1991, 328 p.

NAAMANE-GUESSOUS (Soumaya) — **Au-delà de toute pudeur : la sexualité féminine au Maroc**. — Paris, Karthala/Casablanca, EDDIF, 1991, 281 p.

GOLDFIELD (David R) — **Black, White and Southern : Race Relations and Southern Culture 1940 to Present.** — Baton rouge, London, Louisiana State University Press, 1990, 321 p.

HUGHES (Arnold) — **The Gambia : Studies in Society and Politics.** — Birmingham, University of Birmingham, Centre of West African Studies, 1991, 116 p. (Birmingham University African Studies series, 3).

BELVAUDE (Catherine) — **L'Algérie.** — Paris, Karthala, 1991, 256 p. (Mériidiens : peuples et pays du monde).

CHICO-KALEU MUYEMBA (Jean-Jérôme) — **Die entwicklung der gewerkschaftsbewegung in Schwarzafrika : unter besonderer Berücksichtigung von Zaire.** — Hamburg, Institut für Afrika-Kunde, 1991, 201 p. (Arbeiten aus dem Institut für Afrika-Kunde).

DOUMOU (Abdelali) — **The Moroccan State in Historical Perspective 1850-1985.** — Dakar, Codesria, 1990, 174 p. (Codesria Book Series).

NWANKWO (Arthur) — **Perestroïka and Glasnost : Their Implications for Africa.** — Enugu, Fourth Dimension Publishing Company, 1990, 65 p.

NWANKWO (Arthur) — **African Dictators : the Logic of Tyranny and Lessons from History.** — Enugu : Fourth Dimension Publishing Company, 1990, 137 p.

MAESTRI (Mario) — **L'esclavage au Brésil.** — Paris, Karthala, 1991, 200 p.

CHAUDENSON (R) et ROBILLARD (D. de) — **Langues et développement 1 : Langues, économie et développement.** — Paris, Didier érudition, 1989, 257 p.

ZELL (Helmut) — **Die Kapitalgüterindustrie in Tanzania : entwicklungsbedingungen und entwicklungsmöglichkeiten.** — Hamburg, Institut für Afrika-Kunde, 1990, 263 p. (Arbeiten aus dem Institut für Afrika-Kunde, 73.)